

Crédit aux SNF – France • septembre 2020

Stabilité du taux de croissance annuel des crédits aux SNF en septembre

- Le taux de croissance annuel des crédits aux SNF se stabilise à un haut niveau en septembre à + 13,1 %. Pour la première fois depuis la mise en place du dispositif PGE, la variation mensuelle de l'encours de crédit de trésorerie est négative (cf. graphique en bas à droite), ce qui signifie que les remboursements ont excédé la mise en place de nouveaux prêts en septembre. Mais compte tenu de l'acquis de croissance des mois précédents, leur croissance sur un an s'établit à 34,2%, après 34,3% en août.
- La croissance sur un an des crédits à l'investissement reste dynamique (+5,8%, après +5,7% en août), toujours tirée par les crédits à l'équipement (+7,8 %) et dans une moindre mesure par les crédits immobiliers (+ 2,6 %, après + 2,5 % en août).

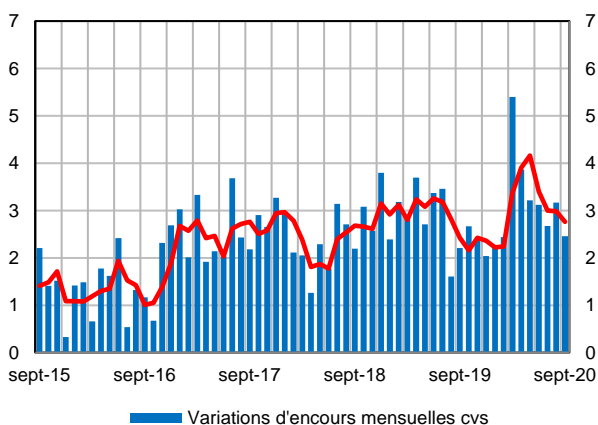
Encours et taux de croissance annuel (données non cvs)

(Encours en milliards d'euros, taux de croissance en %)

	Encours brut	Taux de croissance annuel brut		
		sept-20	juil-20	août-20
Total	1 181	12,6	13,1	13,1
Investissement	793	5,6	5,7	5,8
<i>Équipement</i>	490	7,4	7,8	7,8
<i>Immobilier</i>	303	2,8	2,5	2,6
Trésorerie	318	32,0	34,3	34,2
Autres	70	20,1	19,7	20,9

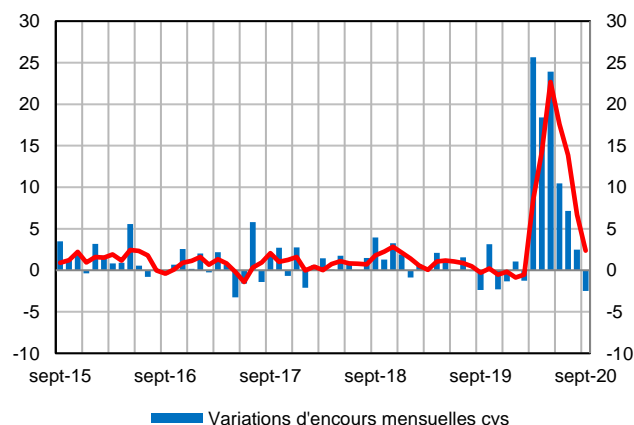
Variations d'encours mensuelles de crédits à l'équipement (données cvs-cjo *)

(Variations d'encours en milliards d'euros)



Variations d'encours mensuelles de crédits de trésorerie (données cvs-cjo*)

(Variations d'encours en milliards d'euros)



* Les flux nets mensuels cvs-cjo des autres crédits aux SNF ont été répartis entre investissements et trésorerie au prorata de leurs encours

Source et réalisation : BANQUE DE FRANCE – DIRECTION GÉNÉRALE DES STATISTIQUES, DES ÉTUDES ET DE L'INTERNATIONAL



Complément

Les sociétés non financières comprennent toutes les entreprises ayant pour activité principale la production marchande de biens et services non financiers, à l'exclusion des entrepreneurs individuels. Les taux de croissance annuel sont calculés en corrigeant notamment les variations d'encours des effets de titrisation et des passages en perte de créances irrécouvrables ainsi que changements de population (à titre d'illustration un reclassement d'une contrepartie du secteur des entreprises vers celui des administrations publiques). En revanche, les effets des variations des cours de change ne sont pas corrigés dans ces données en contrevaletur euros, en particulier parce qu'on ne sait pas dans quelle mesure l'endettement en devises des entreprises est couvert en change.

